

## **MOTION CEVU du 08 novembre 2011**

### **IDEFI : non au nouveau gadget ! Que l'on donne aux universités les moyens de travailler !**

Une nouvelle fois, non seulement le gouvernement n'augmente pas le budget des universités à hauteur des besoins, mais il alloue une part toujours plus forte dans des projets, pour lesquelles les universités devront faire preuve d'"excellence" pour se partager les os qu'on leur jette.

Ainsi l'IDEFI (Initiatives D'Excellence en Formations Innovantes) dans le cadre des « investissements d'avenir » est doté de 150 millions d'euros, pris sur l'enveloppe des IDEX, pour lesquels les universités devaient se mettre en concurrence.

Cette fois, l'enveloppe réelle correspond à 6 millions d'euros sur 8 ans à se partager entre 20 projets pour lesquels les 86 universités déjà en manque de personnels devront monter des dossiers et communiquer ... en moins de 2 mois : l'initiative a été annoncée fin octobre et les dossiers devront être déposés avant le 19 décembre.

Inutile de s'étendre sur la nature des projets qui ont une chance d'être retenus : comme d'habitude, ce seront les « liens avec le monde socio-économique », à la limite le développement international qui sont préconisés par la tutelle, la philosophie, l'Histoire, les sciences sociales ne sont pas prévues à ce programme !

Quant aux étudiants, après l'échec du saupoudrage du "Plan Licence", qui a vu le taux d'échec des étudiants en licence bondir de 40 à 50%, rien n'est prévu pour améliorer la réussite du plus grand nombre. A l'inverse, la "nouvelle licence" va accentuer la concurrence entre les formations et l'IDEFI ne devrait bénéficier qu'à quelques milliers d'étudiants «chanceux » !

Il est temps de rompre avec cette politique, l'Etat doit donner à tous les établissements les moyens de répondre aux besoins de formation des établissements.

Avec l'instrumentalisation de "l'excellence" réservée aux plus méritants et aux plus riches, c'est une université à deux vitesses qui est en train de se mettre en place. C'est le maillage à vocation démocratique actuel, permettant un libre accès à l'enseignement supérieur public et de qualité sur l'ensemble du territoire, qui est remis en cause.

Pour toutes ces raisons nous demandons que l'Université de Savoie ne réponde pas à cet appel d'offre.